



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

DAGE du Ministère des Sports

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AOR	: Appel d’Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignement et de Prix
MEF	: Ministère de l’Economie et des Finances
PV	: Procès-verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 07 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant le **Ministère des sports**. Ce rapport tient compte des informations et documents complémentaires envoyés par courrier n°00550/MSVA/SG/CPM du 25 juin 2014 par ledit ministère à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par notamment le Code des Obligations de l'Administration, le décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la période d'audit, la liste communiquée par le Ministère des sports présente **16** marchés passés, pour un coût global de **F CFA 71 667 761**.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la **DAGE**. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par le Ministère des sports sur la période sous revue.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur cinq (05) dossiers représentant 63% du montant global des marchés.

Notre sélection est récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION		DAGE MINISTERE DES SPORTS				
		RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
		NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME
DRP		15	48 467 761	4	22 052 430	45%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP	1	23 200 000	1	23 200 000	100%
ED						
TOTAL		16	71 667 761	5	45 252 350	
TAUX DE COUVERTURE				31%	63%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- ❖ Le défaut de matérialisation de la date de signature des contrats.
- ❖ Le défaut de désignation explicite du suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des marchés. En effet, l'acte de nomination a porté sur 6 membres titulaires et 2 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant, en violation de l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics qui stipule que « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant... »
- ❖ Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ne sont pas transmis dans les délais requis à la DCMP, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 qui stipule qu' « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des marchés publics. »
- ❖ La défaillance de l'archivage : les pièces relatives au même marché, ne sont pas systématiquement retrouvées dans un même dossier contrairement aux dispositions de l'arrêté n° 011586/MEF du 27 décembre 2007, et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

1. APPEL D'OFFRES OUVERT

Le seul dossier de marché examiné au cours de la gestion 2012 est relatif à la fourniture d'Equipement sportif pour un montant de FCFA 23 200 000.

Nos travaux ont permis de constater :

- ❖ le défaut de publication de l'attribution définitive, en violation des dispositions de l'article 85 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- ❖ le défaut de matérialisation de la date de signature du contrat : ce manquement ne permet de nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire du marché et la signature du marché, conformément à l'article 84 du Code des Marchés Publics ;
- ❖ le défaut d'envoi des attestations d'existence de crédit : l'attestation d'existence et de disponibilité des crédits n'est pas systématiquement transmise au cocontractant avant signature du marché, en violation des dispositions de l'article 9 du Code des marchés publics.

2. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Notre revue a porté sur les quatre demandes de renseignement et de prix suivantes :

- ✓ Achat de Fournitures de bureau pour un montant de F CFA 4 135 900 ;
- ✓ Location de matériel lors de manifestations sportives pour un montant de F CFA 3 985 450 ;
- ✓ Organisation de la réunion de coordination et d'orientation des services centraux et déconcentrés pour un montant de F CFA 6 460 500 ;
- ✓ Acquisition de matériels informatiques pour un montant de F CFA 7 470 580.

Nos travaux ont permis de constater :

- ❖ la non transmission du procès-verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés Publics, en violation de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.
- ❖ qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

- ❖ la consultation systématique des mêmes fournisseurs. Aussi, avons-nous noté que deux (2) soumissionnaires ont le même numéro de téléphone. Ces constats ont été relevés au niveau de la DRP relative à l'organisation de la réunion de coordination et d'orientation des services centraux ;
- ❖ le défaut de qualification des fournisseurs consultés. En effet, les fournisseurs consultés pour exécuter le marché relatif à la réunion de coordination et d'orientation des services centraux et déconcentrés ne disposent pas de la qualification requise. Les domaines d'activité de ces fournisseurs sont présentés dans le tableau ci-après :

SOUSSIONNAIRES	DOMAINES D'ACTIVITES
Quincaillerie Nourou Darayni	Ventes de tous matériels Travaux de bâtiments et Route- Miroiterie-Menuiserie- Froid-bâches-Bureautique
ACOM	Entreprise d'Agriculture et de commerce

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

L'objectif principal de la mission de revue physique est de procéder à l'audit de l'exécution technique et physique des marchés en vue de s'assurer de la performance des opérations, la conformité technique et la qualité des prestations réalisées.

Afin de vérifier la réalité des prestations, notre échantillon a porté sur le marché de fourniture d'Equipeement sportif pour un montant de FCFA 23 200 000. Au terme de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalies dans l'exécution physique.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette autorité contractante a concerné un (01) appel d'offres et quatre (04) DRP, représentant 63% du montant total de ses dépenses.

A l' exception des anomalies soulevées ci-dessus, nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation et l' exécution des marchés au niveau du Ministère des Sports. Ces marchés ont été estimés globalement conformes aux procédures de passation et d' exécution des marchés publics.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé

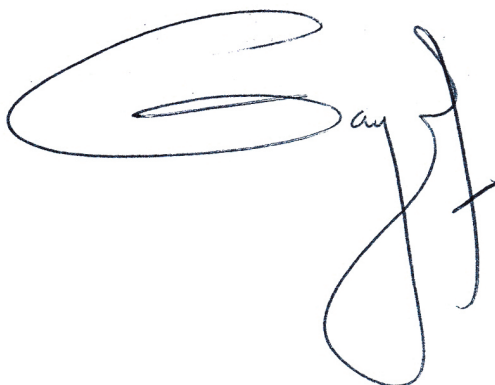


TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	9
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	10
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	14
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	15
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	16
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	17
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	19
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE LA DAGE DU MINISTERE DES SPORTS.....	21
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	22
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	24
5.3. RECOMMANDATIONS.....	27
ANNEXES	29

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du Code des Marchés publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués, en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audit similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports des corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audit et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,

- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2009-522 portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;
- Décret 2011-1880 du 14 novembre 2011 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;

- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DU MINISTERE DES SPORTS

4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

La Personne responsable des Marchés est le Ministre.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

La CPM a été désignée par arrêté du ministre N°001234/MS/DAGE/DFC du 08/02/2012, elle est constituée d'un président, d'un vice président et d'un membre. Les différentes tâches assignées à la CPM sont les suivantes :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'Autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- Le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés;
- la tenue du secrétariat de la commission des marchés
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Nous avons constaté que la cellule du ministère des sports dispose de moyens matériels et humains, nécessaires et suffisants pour mener à bien les tâches qui lui sont dévolues.

Le rapport annuel est régulièrement préparé et transmis à la DCMP et à l'ARMP.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

La CM a été désignée par arrêté n°1235/MS/DAGE/DFC du 08/02/2012. Cette Commission est chargée de :

- l'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

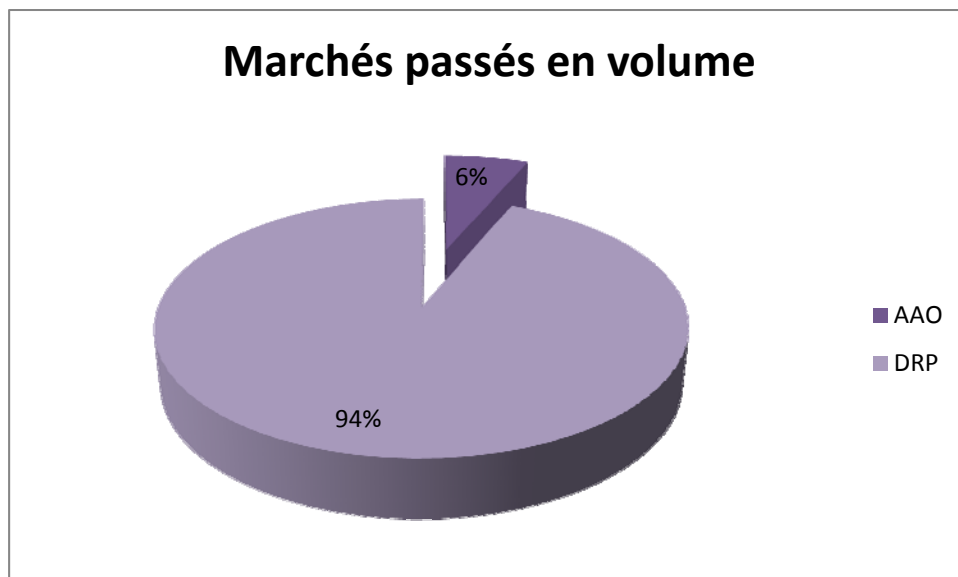
Nous avons noté le défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la Commission des marchés. En effet le Ministère des sports a désigné 6 membres titulaires et 2 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire un suppléant, en violation des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics qui stipule que « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant... »

Nous avons aussi noté qu'en cours d'année, une autre CM a été désignée par arrêté N°3851/MS/DAGE/DFC du 22/05/2012 ; cette commission ayant les membres attributions que la première. Le nombre des membres titulaires a été réduit à 3 pour 2 membres suppléants.

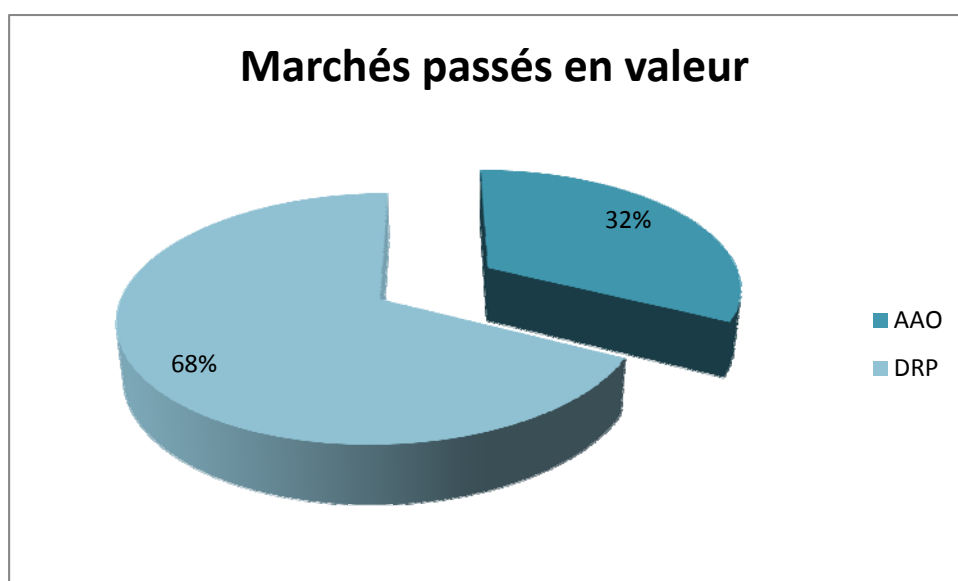
5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de l'année 2012, le Ministère des Sports a passé 1 marché par AAO et 15 marchés par DRP pour des montants respectifs de F CFA 23 200 000 et F CFA 48 467 761, soit globalement F CFA 71 667 761. Les DRP et appel d'offres concernés ont été illustrés dans le graphique suivant :



Nos travaux ont porté sur un échantillon composé de 5 marchés sur un total de 16, représentant 31% en nombre au cours de la gestion 2012. Les 05 marchés sont constitués d'un (01) appel d'offres ouvert (AAO), et de quatre (04) demandes de renseignements et de prix, de montants respectifs de F CFA 23 200 000 et F CFA 22 052 430, soit globalement F CFA 45 252 330, représentant en valeur relative 63% du montant global des marchés passés au cours de la gestion 2012. Il est illustré dans le graphique suivant :

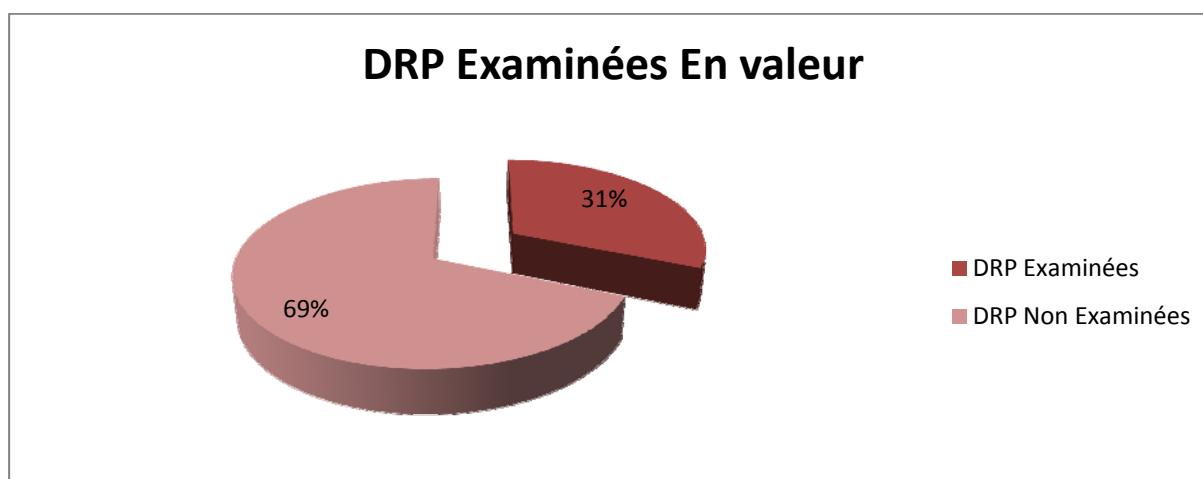


Les marchés de cette AC peuvent être présentés ci-après :

MODE DE PASSATION		DAGE MINISTERE DES SPORTS				
		RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
		NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME
DRP		15	48 467 761	4	22 052 330	45%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP	1	23 200 000	1	23 200 000	100%
AMI						
AOR						
ED						
TOTAL		16	71 667 761	5	45 252 330	
TAUX DE COUVERTURE				31%	63%	

Le recoupement des données auprès de l'Autorité contractante, du site de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et du Système Intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), effectué par nos soins, n'a pas relevé d'autres marchés passés par le DAGE du Ministère des sports.

Le seul AAO passé par le Ministère des sports a fait l'objet d'une revue, les DRP examinées peuvent être respectivement illustrés dans les graphiques suivants :



5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

5.2.1 CONSTATS GENERAUX

Nos travaux nous ont permis de relever des non conformités d'ordre général, sur les marchés examinés sur la période sous revue.

5.2.1. 1. MISE EN PLACE TARDIVE DE LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES ET DE LA COMMISSION DES MARCHES CONTRAIREMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6 DE L'ARRETE 11588 DU 28 DECEMBRE 2007

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du code des Marchés publics fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC : « au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. »

CONSTAT

Nous avons constaté au niveau du Ministère des sports, une mise en place tardive de la Commission des marchés et de la Cellule de passation des marchés, contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007.

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 6 du l'arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application du Code des marchés.

5.2.1. 2. LE DEFAUT DE DESIGNATION D'UN SUPPLEANT POUR CHAQUE MEMBRE DE LA COMMISSION DES MARCHES.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon l'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics; « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant... »

CONSTAT

Nous avons constaté que le Ministère des sports a désigné 3 membres titulaires et 2 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire un suppléant correspondant, contrairement aux dispositions de l'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

5.2.1. 3. LE DEFAUT DE MATERIALISATION DE LA DATE DE SIGNATURE DES CONTRATS

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon l'article 84 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics; « les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature, dans un délai minimum de quinze jours suivant la publication de l'avis d'attribution ... »

CONSTAT

Nous avons constaté que les contrats de marché de la DAGE du Ministère des sports ne sont pas datés. Ce manquement constitue une limitation dans la revue de l' AOO dans la mesure où nous ne pouvons pas nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire du marché et la signature du marché, en violation de l'article 84 du Code des Marchés Publics.

En outre, l'absence de date sur les contrats de marchés de DRP ne nous permet pas de nous assurer que le contrat de marché concerne la période sous revue.

RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 84 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

5.2.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

5.2.2.1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR AOO

Le seul marché, passé suivant la procédure d'appel d'offres en 2012 a fait l'objet de notre examen au titre de la gestion 2012. Il est présenté ci-dessous :

✓ **MARCHE N°F1407/12 : FOURNITURE D'EQUIPEMENTS SPORTIFS**

Nos travaux ont permis de constater :

- Le défaut de publication de l'attribution définitive, en violation de l'article 85 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics
- Le défaut de matérialisation de la date de signature du contrat, ne nous permettant pas de nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire du marché et la signature du marché, en violation des dispositions de l'article 84 du Code des Marchés Publics.

La fiche détaillée de ce marché est présentée en annexe 1.

5.2.2.2. REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Le nombre de marchés passés suivant la procédure de demande de renseignements et de prix, examinés au titre de la gestion 2012 est de 04.

Nous avons constaté que pour l'ensemble de ces 4 marchés, le Ministère des sports n'a pas transmis à la DCMP le procès verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

En sus de ces constats, nous avons noté que pour l'ensemble des marchés passés par DRP, aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires ne leur a été demandé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

En outre, le Ministère des sports ne dispose pas de fichiers fournisseurs agréés : nous avons constaté une consultation systématique des mêmes fournisseurs parfois inappropriés pour certaines prestations.

✓ **MARCHE N° 52MS/DAGE/DFC : FOURNITURES DE BUREAU- MONTANT : FCFA 4 135 900**

Nous n'avons pas d'observations particulières concernant ce marché.

✓ **MARCHE N° 553MS/DAGE/DFC : LOCATION DE MATERIELS LORS DE MANIFESTATIONS SPORTIVES- MONTANT : FCFA 3 985 450**

La revue de ce marché, nous a permis de constater une absence dans le dossier :

- des lettres d'invitation ;
- des lettres d'information aux candidats non retenus.

Ces manquements représentent une limitation dans nos travaux. En outre, la non élaboration de ces documents constitue une violation à l'article 78 alinéa 2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

✓ **MARCHE N° 551MS/DAGE/DFC : ORGANISATION DE LA REUNION DE COORDINATION ET D'ORIENTATION- MONTANT : FCFA 6 460 500**

Nos travaux nous ont permis de noter que le Ministère des sports a consulté pour ce marché des fournisseurs ayant des similitudes sur leur nom. Il s'agit d'AMAR SY SARL et de GIE AMAR INVESTING ; qui par ailleurs ont des numéros de téléphone identiques.

En sus, nous avons constaté un défaut de qualification des fournisseurs consultés. En effet, les fournisseurs pré sélectionnés pour exécuter ce marché ne disposent pas de la qualification requise. Le domaine d'activité de ces fournisseurs est présenté dans le tableau ci-après :

SOUSSIONNAIRES	DOMAINES D'ACTIVITES
Quincaillerie Nourou Darayni	Ventes de tous matériels Travaux de bâtiments et Route- Miroiterie- Menuiserie- Froid-bâches- Bureautique
ACOM	Entreprise d'Agriculture et de commerce

✓ **MARCHE N° 221/MS/DAGE/DFC : ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES - MONTANT : FCFA 7 470 580**

En sus des constats d'ordre général, nous avons constaté l'absence dans le dossier :

- du Certificat de service fait
- des Documents attestant des capacités juridiques des soumissionnaires

La revue détaillée de ces marchés est présentée en annexe 2.

5.2.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Notre revue a porté sur le marché relatif à l'acquisition de fourniture d'Equipement sportif pour un montant de FCFA 23 200 000 n'appelle pas de remarques de notre part.

5.2.4. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF D'ARCHIVAGE

Nos travaux nous ont permis de constater qu'aucun document des marchés examinés ne contient les documents requis au complet. L'archivage des pièces relatives aux marchés dans la même liasse n'est pas systématique contrairement aux dispositions de l'arrêté n°011586/MEF du 27 décembre 2007 et au Manuel de l'ARMP sur le classement et l'archivage.

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1.	La mise en place tardive de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés	Veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC.	DAGE/MS / CPM
	Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque	Veiller au respect des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011	DAGE/MS /CPM

2.	membre de la Commission des marchés.	portant code des marchés publics.	
3.	Archivage et classement	Veiller au respect des dispositions de l'arrêté n°011586/MEF 8 du 27 Décembre 2007, et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.	DAGE/MS
4.	Défaut de transmission des attestations de crédits	Veiller au respect des dispositions de l'article 9 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	DAGE/MS
5.	Défaut de matérialisation de la date de signature des contrats	Veiller au respect des dispositions de l'article 84 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	DAGE/MS
6.	Défaut de publication de l'attribution définitive	Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	DAGE/MS
7.	Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	DAGE/MS
6.	Absence de pièces indiquant la capacité juridique des soumissionnaires	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b et 44 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	DAGE/MS

5.4.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

ANOMALIES/MARCHES	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	AAO 1	TOTAL ANOMALIES	TOTAL MARCHES REVUS	STATISTIQUE DES ANOMALIES
Anomalies organisationnelles								
La mise en place tardive de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés	1	1	1	1	1	5	5	100%
Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la Commission des marchés	1	1	1	1	1	5	5	100%
Archivage et classement	1	1	1	1	1	5	5	100%
Anomalies sur l'ouverture								

des offres								
Défaut de transmission des attestations de crédits	1	1	1	1	1	5	5	100%
Défaut de transmission des attestations de crédits	1	1	1	1	1	5	5	100%
Absence de pièces indiquant la capacité juridique des soumissionnaires	1	1	1	1	1	5	5	100%
Anomalies sur les règles de publicité								
Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics	1	1	1	1	1	5	5	100%
Défaut publication des attributions définitives (AAO)					1	1	5	10%

SOMMAIRE DES ANNEXES

1 - REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES OUVERT.....	31
2- REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	33
3- REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU MINISTERE DESSPORTS SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	39
4- OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU MINISTERE SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE.....	43

ANNEXES

APPELS D'OFFRES OUVERTS



AAO-FOURNITURES D'EQUIPEMENTS SPORTIFS

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

Ce marché relatif à la fourniture d'équipements sportifs est alloué en deux lots: Lot 1 (survêtement de sport), lot 2 (chaussures) dont les différents attributaires GIE AMAR INVESTING (lot 1: 23 200 000 F CFA); Amar SY (lot2 : 23 600 000). Nous avons traité le lot 1.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

DONNEES DU MARCHÉ	
Numéro DAO :	F-DAGE-2012-001
1. Financement :	BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	Ministère des sports
3. Intitulé du marché :	Fourniture d'Equipements sportifs
4. Numéro du marché :	F1407/12
5. Description des biens, travaux ou services :	Equipements Sportifs
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE AMAR INVESTING
7. Nombre d'offres reçues :	3
8. Date limite de dépôt des offres :	12/06/2012
9. Date d'ouverture des plis :	12/06/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	01/10/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	Contrat non daté
12. Date d'Approbation :	Contrat non daté
13. Date de notification :	09/10/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	doc non transmis
17. Délai d'exécution :	40 JOURS
18. Date de réception (provisoire) :	06/12/2012
19. montant marché :	23 200 000 TTC F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier :
 - ✓ de la Publication de l'Attribution définitive
 - ✓ du Marché avec date de signature
- ❖ le défaut de publication de l'attribution définitive, en violation de l'article 85 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- ❖ le défaut de matérialisation de la date de signature du contrat, ne nous permettant pas de nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire du marché et la signature du marché, en violation des dispositions de l'article 84 du Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la DAGE du Ministère des Sports de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

En dehors des non conformités constatés ci-avant, la DAGE du Ministère des sports a globalement respecté le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP-ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'acquisition de matériels informatiques pour un montant de FCFA 7 470 580.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget national
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère des sports
3. Intitulé du marché :	Acquisition de matériels informatiques
4. Numéro du marché :	N° 00221/MS/DAGE/DFC
5. Description des biens, travaux ou service :	Sélection d'un cabinet de communication
6. Nom de l'attributaire du marché :	MORA MULTISERVICES
7. Nombre d'offres reçues :	5
9. Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	29/05/2012
10. Date ouverture des plis :	13/06/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	04/07/2012
12. Date de publication des résultats :	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	N/A
16. Date de réception :	31/07/2012
17. Montant du marché :	7 470 580 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- ❖ l'absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- ❖ la non transmission du procès verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés Publics, en violation de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- ❖ qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la DAGE du Ministère des sports de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics en :

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication dans le site de l'ARMP ;
- demandant aux soumissionnaires leurs documents et statuts juridiques.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE du Ministère des Sports n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés.

DRP-ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'acquisition de Fournitures de bureau pour un montant de FCFA 4 135 900.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	BUDGET
2. Nom de l'Autorité contractante :	MINISTERE DES SPORTS
3. Intitulé du marché :	FOURNITURES DE BUREAU
4. Numéro du marché :	00052MS/DAGE/DFC
5. Description des biens, travaux ou service :	FOURNITURES DE BUREAU
6. Nom de l'attributaire du marché :	BIP DISTRIBUTION
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	29/05/2012
10.Date ouverture des plis :	12/06/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	28/06/2012
12. Date de publication des résultats :	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP
13. Date de réception :	07/08/2012
14. Montant du marché :	4 135 900 TTC

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- ❖ l'absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- ❖ la non transmission du procès verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés Publics, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- ❖ qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la DAGE du Ministère des Sports de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics, en :

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication dans le site de l'ARMP ;
- demandant aux soumissionnaires leurs documents et statuts juridiques.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE du Ministère des Sports n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011-10 48 du 27 Juillet 2011 portant code des Marchés Publics.

DRP-LOCATION DE MATERIELS LORS DES MANIFESTATIONS SPORTIVES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à la location de matériels lors des manifestations sportives pour un montant de FCFA 3 985 450.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère des sports
3. Intitulé du marché :	Location de matériels lors de manifestations sportives
4. Numéro du marché :	000553 MS/DAGE/DFC
5. Description des biens, travaux ou service :	location de matériels
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE DJAGARAF
7: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	LETTRE D'INVITATION NON DISPONIBLE
8.Date ouverture des plis :	10/07/2012
09. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	30/08/2012
10. Date de publication des résultats :	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP
11. Date Ordre de service de commencer :	Non indiquée
12. Date de réception :	23/10/2012
13. Montant du marché :	3 985 450 TTC FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- ❖ l'absence dans le dossier :
 - des documents juridiques des soumissionnaires ;
 - de la lettre d'invitation aux soumissionnaires.
- ❖ la non transmission du procès verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés Publics, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.
- ❖ qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la DAGE du Ministère des Sports de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics, en :

- transmettant les données du marché à la DCMF pour publication sur le site des Marchés publics ;
- demandant aux soumissionnaires leurs documents attestant de leur capacité juridique et financière.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE du Ministère des Sports n'a pas respecté la procédure de passation des marchés dans sa globalité, nous notons une absence de publication de l'attribution du marché dans le site de l'ARMP en violation de l'article 78 alinéa 3b.

DRP- ORGANISATION DE LA REUNION DE COORDINATION ET D'ORIENTATION DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'organisation de la réunion de Coordination et d'Orientation des services centraux et déconcentrés pour un montant de FCFA 6 460 500.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère des sports
3. Intitulé du marché :	ORGANISATION DE LA REUNION DE COORDINATION ET D'ORIENTATION DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES
4. Numéro du marché :	000551 MS/DAGE/DFC
5. Description des biens, travaux ou service :	location de matériels
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE DJAGARAF
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	22/06/2012
10.Date ouverture des plis :	10/07/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	30/08/2012
12. Date de publication des résultats :	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP
13. Date Ordre de service de commencer :	Non indiquée
14. Date de réception :	17/09/2012
15. Montant du marché :	6 460 500 TTC FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- ❖ l'absence dans le dossier, des documents juridiques des soumissionnaires ;
- ❖ la non transmission du procès verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés Publics, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- ❖ qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 ; nous avons ainsi noter que deux des soumissionnaires ont le même numéro de téléphone notamment AMAR SY SARL, GIE AMAR INVESTING ;
- ❖ qu' une lettre d'invitation a été envoyée à une quincaillerie NOUROU DARAYNI qui n'a rien à voir avec la nature de la prestation; l'existence et la disponibilité des crédits n'ont jamais été prouvées à la signature des marchés conformément aux dispositions de l'article 9 du Code des marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la DAGE du Ministère des Sports de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics, en :

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
- demandant aux soumissionnaires leurs documents et statuts juridiques.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE du Ministère des Sports n'a pas respecté la procédure de passation des marchés au regard des constats relevés ci-avant.

**REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS
ET COMMENTAIRES DU MINISTERE DES SPORTS SUR
NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Dakar le 07 juillet 2014

A Monsieur le Ministre des Sports et de la Vie Associative

V/Réf : 00550/MSAV/SG/CPM du 25 juin 2014
N/Réf : 0816/2014/MG/KS/RC

Objet : Réponse aux commentaires du Ministère des Sports et de la Vie Associative à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l'exercice 2012.

Monsieur le Ministre,

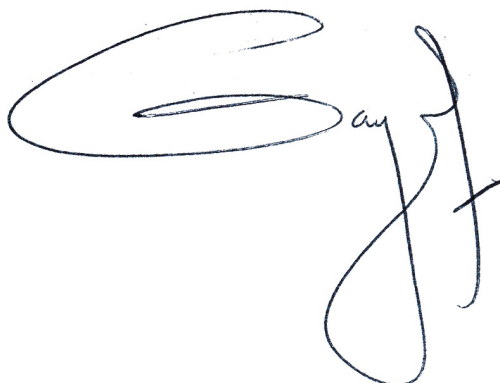
Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations du Ministère des Sports et de la Vie Associative.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d' agréer **Monsieur le Ministre**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



Points d'observations du Ministère des Sports et de la Vie Associative	Réponses de l'Auditeur
<p>1) Mise en place tardive de la cellule de passation des Marchés et de la commission des marchés : Le département prend acte de cette observation et veillera à la mise en place de ces structures dans les délais requis par le code des marchés</p>	<p>Aucune observation particulière. Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>2) Le Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la commission des marchés : Le département relève que les suppléants ont été désignés sur l'arrêté 003851MS/DAGE/DFC du 22 mai 2012 instituant la commission des marchés. Il s'agit plutôt d'un problème de compréhension et d'interprétation de l'arrêté sus visé. En effet sur ledit arrêté, Mme Tourè Mame Coumba Senghor et Moustapha DIEYE sont respectivement suppléants de Massamba Mbengue et M. Thiéyacine DIAGNE membres titulaires. Pour la présidence Ibrahima NDAO assure la suppléance de M. Baba BA. Par ailleurs il est important de préciser que cet arrêté a été pris pour corriger l'arrêté N° 001235 MS /DAGE/DFC/ du 08/02/2012 suite à la saisine de la DCMP dont copie est, ci –joint.</p>	<p>L ' arrêté 003851MS/DAGE/DFC du 22/05/2012 n ' est pas joint à votre lettre.</p> <p>L ' arrêté n° 001235/MS/DAGE/DFC du 08/02/2012 mis à notre disposition ne tient pas compte de ces éléments.</p> <p>Le constat reste maintenu</p>
<p>3) Archivage et classement des dossiers : le département prend acte de la remarque formulée et veillera en relation avec les services de l'archiviste du département à la Bonne tenue des documents conformément au manuel de classement de l'ARMP.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>4) Défaut de transmission des attestations de crédits aux candidats avant signature du contrat : le département relève que l'attestation d'existence est une pièce qui ne peut être disponible qu'après signature du contrat par les deux parties. En effet, le contrat signé est document requis au moment de l'engagement de la dépense et l'attestation d'existence des crédits n'est délivrée des crédits n'est délivrée qu'après par le Ministère de l'Economie et des Finances. C'est la problématique de l'harmonie entre la gestion et la passation qui devrait être posée pour règlement de la question dans le sens du respect des dispositions du code des marchés.</p>	<p>Même si l ' existence des crédits est réelle, il reste que le document qui atteste de son existence doit au préalable être émis avant la signature du marché conformément à l ' article 9 du CMP.</p> <p>En plus de la copie du Bon d'engagement, le dossier de marché devra comprendre la photocopie des titres de créances et des titres de certification prouvant l'existence des crédits.</p>
<p>5) Défaut de matérialisation de la date de signature des contrats : le département prend acte de cette observation qui est une omission de notre part</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>6) Défaut de publication de l'avis d'attribution définitive : compte tenu de l'insuffisance des crédits afférents à la prise en charge des frais de publicité, la publication de l'attribution définitive n'a pu être assurée. Cependant, le ministère prendra en charge les dispositions nécessaires pour renforcer la ligne budgétaire.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>

<p>7) <i>Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour la publication sur le portail des marchés publics</i> : le ministère prend acte de cette observation et prendra les dispositions pour corriger ce manquement</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>8) <i>Absence de pièces indiquant la capacité juridique des soumissionnaires</i> : il est important de relever que la DRP est une procédure dérogatoire et que dans la pratique en 2012 aucun outil ne permettait de vérifier le champ d'intervention des entreprises qui, souvent dans leur raison sociale, déclarent plusieurs activités qui leur confèrent une certaine capacité d'intervention. En 2013, avec l'avènement des dossiers type DRP, ce manquement pourrait être corrigé. Le Ministère travaillera à l'élaboration d'un répertoire des entreprises et soumissionnaires avec une logique de spécialisation.</p>	<p>La capacité juridique est un acte juridique qu'on réclame au soumissionnaire conformément aux dispositions des articles 44 et 78.2 du code des marchés publics.</p>

**OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU MINISTÈRE
DES SPORTS SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTRE DES SPORTS ET
DE LA VIE ASSOCIATIVE

00550

N°

MSVA/SG/CPM

Dakar, le

25 JUIN 2014

Courrier Arrivée

Le, 26/06/14

N° 303

TRES URGENT

Le Ministre,

Objet : transmission commentaires sur rapport provisoire de la mission de la revue de
conformité de la passation des marchés au titre de l'exercice 2012

Réf : V/L n°0677/2014/MG/MSY/FBN du 05 juin 214

Monsieur le Directeur Général,

J'accuse réception du rapport provisoire relatif à la mission de revue de la conformité de la passation des marchés au titre de l'exercice budgétaire 2012 de la DAGE du Ministère des Sports et par lequel vous avez bien voulu relever des remarques et observations tout en formulant des recommandations en vue d'une amélioration du système de passation.

L'analyse et l'exploitation dudit rapport reçu le **10 juin 2014** appelle de la part de nos services compétents les commentaires et éléments de réponses joints en annexe.

Je vous remercie pour toutes les observations formulées qui seront bien exploitées par nos services pour une amélioration du système de passation de notre département.

Je vous prie de recevoir, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de ma considération distinguée.

A Monsieur le Directeur Général
Grant Thornton
2, Place de l'Indépendance Immeuble SDIH
D A K A R

Ampliations

-ARMP

Pour le Ministre des Sports
et de la Vie Associative
et par Délégué
Le Directeur de Cabinet



**COMMENTAIRES SUR LE RAPPORT PROVISOIRE DE LA REVUE DE
CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA
GESTION 2012 DE LA DAGE DU MINISTERE DES SPORTS**

J'accuse réception de votre pré-rapport relatif à la mission de revue de la conformité de la passation des marchés au titre de l'exercice budgétaire 2012 et par lequel vous avez bien voulu relever des remarques et observations tout en formulant des recommandations en vue d'une amélioration du système de passation.

L'analyse du rapport provisoire appelle de notre part les commentaires ci-après :

- 1- **Mise en place tardive de la Cellule de passation des Marchés et de la Commission des marchés** : le département prend acte de cette observation et veillera à la mise en place de ces structures dans les délais requis par le code des marchés ;
- 2- **Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la commission des marchés** : le département relève que les suppléants ont été désignés sur l'arrêté 003851 MS/DAGE/DFC du 22 mai 2012 instituant la commission des marchés. Il s'agit plutôt d'un problème de compréhension et d'interprétation de l'arrêté sus visé.

En effet sur ledit arrêté, Mme Touré Mame Coumba Senghor et Moustapha DIEYE sont respectivement suppléants de M. Massamba Mbengue et M. Thiéyacine DIAGNE membres titulaires. Pour la présidence M. Ibrahima NDAO assure la suppléance de M. Baba BA.

Par ailleurs il est important de préciser que cet arrêté a été pris pour corriger l'arrêté n° 001235 MS/DAGE/DFC du 08/02/2012 suite à la saisine de la DCMP dont copie est, ci-joint.

- 3- **Archivage et classement des dossiers** : le département prend acte de la remarque formulée et veillera en relation avec les services de l'archiviste du département à la bonne tenue des documents conformément au manuel de classement de l'ARMP ;
- 4- **Défaut de transmission des attestations de crédits aux candidats avant signature du contrat** : le département relève que l'attestation d'existence est une pièce qui ne peut être disponible qu'après signature du contrat par les deux parties.

En effet, le contrat signé est un document requis au moment de l'engagement de la dépense et l'attestation d'existence des crédits n'est délivrée qu'après par le Ministère de l'Economie et des Finances.

C'est la problématique de l'harmonie entre la gestion et la passation qui devrait être posée pour un règlement de la question dans le sens du respect des dispositions du code des marchés ;

- 5- **Défaut de matérialisation de la date de signature des contrats** : le département prend acte de cette observation qui est une omission de notre part ;
- 6- **Défaut de publication de l'avis d'attribution définitive** : compte tenu de l'insuffisance des crédits afférents à la prise en charge des frais de publicité, la

publication de l'attribution définitive n'a pu être assurée. Cependant, le ministère prendra en charge les dispositions nécessaires pour renforcer la ligne budgétaire.

- 7- ***Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour la publication sur le portail des marchés publics*** : le ministère prend acte de cette observation et prendra les dispositions pour corriger ce manquement ;
- 8- ***Absence de pièces indiquant la capacité juridique des soumissionnaires*** : il est important de relever que la DRP est une procédure dérogatoire et que dans la pratique en 2012 aucun outil ne permettait de vérifier le champ d'intervention des entreprises qui, souvent dans leur raison sociale, déclarent plusieurs activités qui leur confèrent une certaine capacité d'intervention.

En 2013, avec l'avènement des dossiers type DRP, ce manquement pourrait être corrigé. Le Ministère travaillera à l'élaboration d'un répertoire des entreprises et soumissionnaires avec une logique de spécialisation.